

Société EURO-NAT

Le directeur général d'Euro-nat a clairement pris position contre le méthanier dès la réunion d'ouverture à Soulac du 17 septembre 2007. Voir compte-rendu de cette réunion, p.40 disponible à l'adresse ci-dessous

<http://ddata.over-blog.com/xxxxyy/0/58/30/74/documents-CPDP/CR-r-union-cpdp-du-170907.pdf>

M. Jean Michel Loréface – Société EURO-NAT

Je vais porter la voix du tourisme. On en a beaucoup parlé, mais personne n'est intervenu sur ce sujet.

Je n'ai pas envie d'opposer les gens du tourisme et les gens de l'industrie, ce n'est pas du tout le but, tout le monde a le droit de travailler. Il faut simplement constater certaines choses qui se sont développées depuis une trentaine d'années sur le site du Verdon.

Vous l'avez dit en préalable, Monsieur Sourd, dès cet été, vous avez senti l'intérêt des touristes sur ce projet. Pourquoi ce débat n'a-t-il pas eu lieu cet été ?

Personnellement, je n'y étais pas favorable, car justement, je ne veux pas effrayer mes clients.

Nous allons en parler d'abord entre nous et nous verrons après.

Effectivement, je confirme, il y a une très grande sensibilité de notre clientèle traditionnelle à l'aspect environnemental. Il faut se rendre compte que les gens qui viennent passer des vacances dans le Nord Médoc viennent chercher ici ce qu'ils n'ont plus chez eux depuis longtemps.

Un document fait foi dans les instances du Nord Médoc et s'appelle un Schéma de Cohérence Territoriale. Je crois que la seule cohérence territoriale du Nord Médoc est justement la qualité de son environnement. C'est sa seule richesse.

Concernant l'emploi, on a entendu beaucoup de bruit et de cris tout à l'heure. Au niveau d'EURO-NAT, on nous a gratifié de 49 emplois dans le document attaché à ce débat. Je rectifie – il y a beaucoup d'imprécisions de ce type dans le document – nous avons effectivement 52 emplois à EURO-NAT, mais on a fait l'impasse sur les 27 commerces. Il faut ajouter une centaine d'emplois.

Je m'interroge donc sur les retombées économiques d'un environnement dégradé ou dont l'image va être dégradée. Il faut que vous sachiez que cela fait trente ans que nous nous battons pour valoriser l'image de ce Nord Médoc, que des centaines de milliers d'euros ont été dépensés en termes de communication pour que les clients, notamment ceux d'Europe du Nord, reconnaissent cette région comme unique en matière environnementale. Je crains que la première image que les touristes vont voir, lorsqu'ils vont débarquer du bac en arrivant de Royan, soit celle de cuves et de torchères.

À ce sujet, cela a été largement confirmé par le Président du Port Autonome, il y effectivement 500 hectares de réserve foncière. C'est donc une zone qui a une vocation industrielle. On ne leur jettera pas la pierre, cela est normal, ils vont défendre leur activité, leur potentiel économique. Si quelqu'un se demande ce que deviendra cette zone dans quelques années, il lui suffit de prendre sa voiture, de rouler deux heures et demie, d'aller au pied des Pyrénées et de voir ce qu'est devenue la plate-forme de Lacq.

Au départ, Lacq, c'était quelques tuyaux pour aller chercher du gaz dans les parties souterraines, mais depuis quarante ou cinquante ans, on a vu autour du gisement de Lacq, des implantations industrielles majeures, et des implantations énergétivores, puisqu'il s'agit tout de même, d'un

endroit où il y a de l'énergie abondante dont l'approvisionnement est sécurisé. On a donc vu fleurir dans le paysage non pas une, mais des dizaines de torchères. Il suffit que les gens aillent voir ce que donne un paysage industriel quand une source d'énergie est abondante.

Effectivement, on est dans une logique industrielle – j'y suis tout à fait sensible – une énergie pas chère, on nous l'a dit, les prix vont baisser. Des industriels vont avoir des vocations et on ne pourra pas leur jeter la pierre, ils sont dans leur rôle, c'est tout à fait naturel.

J'ai noté un certain nombre de points concernant les incidences sur l'activité touristique. Nous ne sommes pas des emplois induits depuis trente ans comme cela a été dit. J'aimerais savoir qui induit quoi en la matière. Ce qui est mal apprécié, dans ce débat, c'est ce tissu complexe d'entreprises du tourisme, petites ou grandes, qui génèrent une quantité considérable d'emplois induits. Je donnerai un seul exemple : la société EURO-NAT dépense environ 500 000 euros de travaux d'entretien – je ne parle pas de travaux neufs, de projets, etc. Ces 500 000 euros de travaux, je ne les confie pas aux hôtesse ou au monsieur qui tond la pelouse devant l'accueil de la société, je les confie à des entreprises du bâtiment, à des entreprises de service.

Je pense que nous allons nous réunir, avec un certain nombre de partenaires, entreprises du Nord Médoc, pour affiner le poids économique de l'entreprise touristique.

Je me tourne maintenant vers la communauté de communes. Je ne sais pas si cela est prévu réglementairement ou financièrement, mais j'aimerais que des simulations soient faites sur les incidences économiques d'une dégradation de l'image environnementale de cette région, en termes de moins 5 %, moins 10 %, moins 15 % sur la taxe professionnelle, sur la taxe de séjour. Il ne s'agit pas de dresser les uns contre les autres, il s'agit simplement de faire les plus et les moins, de faire un bilan honnête qui ne soit pas entaché de subjectivité.

Vous allez dire que je ne parle que pour ma « paroisse », je vais parler pour celle des autres. Je serais sceptique si j'avais une maison à quelques kilomètres de cette implantation. J'habite plus loin et, à la limite, je ne suis pas concerné, mais j'aimerais que l'ensemble des électeurs interpelle les différentes municipalités et leur demande combien va valoir leur maison dans le cas d'une implantation industrielle majeure dans la région.

Je me tourne vers vous, Monsieur le Président, vous avez beaucoup insisté sur la notion d'indépendance, est-il dans la vocation de votre Commission de faire un audit indépendant sur les impacts sur le patrimoine immobilier des gens qui sont ici depuis plusieurs générations ou qui ont fait le choix de s'installer dans la région ?

J'ai envie de passer la parole à la représentante de l'entreprise « Imagine Editions ».

Ce n'est pas une entreprise du tourisme, mais la similitude des chiffres est intéressante. Elle a actuellement 52 emplois. On nous parle, en fourchette haute, de 52 emplois. Elle va peut-être nous dire ce qu'elle va faire de ces 52 emplois. Plus 52 moins 52, cela fait zéro !